

## **Rassembler la classe travailleuse, le prolétariat, pour vaincre le capitalisme dans l'intérêt des peuples**

Contribution pour le 40<sup>ème</sup> Congrès du PCF de Vincent Govelet, membre de la Section du 13<sup>ème</sup> arrondissement, Fédération de Paris, membre du secrétariat national de la Commission Entreprises/Lieux de travail et co-coordonateur de la campagne de solidarité du PCF avec Cuba

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Les mots du Manifeste de Marx et Engels sont plus que jamais d'actualité dans un monde incertain, où le capitalisme mondial est dans une phase très intense et développe ses pires stades, jusqu'à un impérialisme forcené à l'image de la politique de chaos et d'ultra-domination économique et militaire développée par Trump. L'unité de la classe travailleuse, des prolétaires - puisque ce mot décrit bien la classe qui ne vit que de la force de son travail, et donc doit pouvoir être utilisé, je dirais même ré-utilisé sans difficulté – est une question de survie pour les peuples face au péril des conséquences de ce capitalisme déchaîné : précarités, pauvreté, austérité, montée de l'extrême droite, des individualismes, des nationalismes, des haines, des guerres...

Notre Parti doit pouvoir être un outil efficace à la construction de cette unité. Un outil politique qui en fait son objectif principal et qui donc décline l'ensemble de ses actions, mises en œuvre politiques, stratégies dans ce sens. Un travail a été initié, depuis le 38<sup>ème</sup> Congrès, pour revenir à ce fondamental, malheureusement très fortement abimé par l'opportunisme des directions antérieures, cédant aux sirènes de la social-démocratie bourgeoise. Mais ce travail doit être approfondi, amplifié de façon exponentielle, par la mise en place de moyens dédiés. Il ne suffit pas de dire dans un texte de congrès que les cellules d'entreprise doivent se redévelopper. Il faut s'en donner les moyens, que les actions des instances, sections, conseils départementaux, exécutifs axent leurs décisions systématiquement dans ce but et pas d'autres parfois opportunistes, à visée électorale immédiate, ou à visée personnelle pour quelques apparatchiks locaux inutiles à nos luttes qu'il conviendrait de convaincre de se mettre au travail dans le bon sens, ou bien de sortir du Parti. Ce ne sont pas des cas majoritaires fort heureusement, mais ils créent des dégâts durables qui empêchent nos actions. Ce travail de restructuration politique doit pouvoir être mené par un secteur organisation renforcé à tous les niveaux du Parti, qui aura le temps et les moyens de mettre à jour les bases adhérent.es pour pouvoir connaître parfaitement les secteurs d'activité des camarades, les mettre en relation pour des créations d'actions communes autour de problématiques partagées, de réseaux, de cellules ou sections d'entreprises. Les exécutifs doivent aussi prendre en considération les problématiques d'éloignement des camarades de ces sections pour faciliter leurs rencontres, mettre à disposition locaux, moyens digitaux de réunion, moyens financiers, etc...

Et les cellules/sections d'entreprises sont essentielles. C'est bien au travail que l'on passe le plus clair de son temps. Et pour les privées d'emploi, il faut aussi qu'elles/ils puissent se réunir au sein d'une instance fédérale à créer pour développer leur activité politique. L'activité politique à l'entreprise/dans le monde du travail n'est pas un tabou. La politique est présente en entreprise, et est essentielle à l'ensemble du tissu social y existant, notamment grâce au syndicalisme qui doit lui aussi pouvoir se développer de son côté. Donc mettre toute notre énergie pour permettre à nos idées communistes de se développer au travail, d'être débattues, est primordial pour permettre à notre Parti de reconquérir la classe travailleuse, en étant l'outil de concrétisation politique attendu par les travailleur.euses.

Il nous faut cesser l'utilisation saupoudrée des camarades engagés dans le monde du travail, uniquement lors d'une constitution de liste électorale par exemple ou lors de constitution des

structures de décision et de travail du Parti. C'est une stratégie de défaite et de brouillage total du projet politique que nous portons, et les récents résultats électoraux, qui n'ont, je le regrette, pas fait l'objet d'analyse, bilan et critique interne, le démontrent bien. Par la même, lorsque notre Groupe à l'Assemblée Nationale est capable de voter trois positions différentes lors de votes cruciaux et touchant particulièrement au monde du travail et au social, c'est aussi une stratégie défaite, et de perte de sens pour les électeur.ice.s et sympathisant.es. Cette indiscipline, ces incohérences et fautes politiques qui ne suivent pas les orientations démocratiques des adhérents.es, doublés d'un opportunisme personnel de certain.es de nos élu.es et représentant.es (heureusement non majoritaires...) doit être cessée immédiatement. Pour autant, une très grande majorité d'élu.es de notre Parti font un travail énorme au quotidien envers le monde du travail, il est salubre, il faut le souligner. Il nous faut amplifier sa mise en avant et le valoriser dans les politiques nationales développées par notre Parti. C'est une des clés notamment dans la bataille contre l'extrême droite.

Le Parti est le parti du Travail. Et l'ensemble de notre action doit le démontrer. La campagne industrie et le tour de France des lieux de travail de notre Secrétaire National, et le formidable travail parlementaire de la commission d'enquête sur les aides publiques aux entreprises qui a permis de mettre un chiffre concret sur l'étendue de la perfusion du capitalisme français et donc de pointer ses contradictions, sont des séquences particulières qu'il me faut saluer, pour ne parler que d'elles. Le rapport sur les 211 milliards est un outil formidable que nous n'avons, je trouve, pas assez mis en avant, ou alors juste au moment du dévoilement du rapport, sans suivi d'une campagne de long terme (c'est d'ailleurs souvent un problème dans notre Parti qui saute souvent, pas toujours heureusement, de campagne en campagne sans suivi clair et organisé et il nous faut corriger ce travers, là encore par les structures orga). Un outil formidable car il permet de pouvoir parler aux travailleur.euses de la force qu'elles et ils représentent dans la création de richesses, et du gâchis qui peut être fait de ces richesses au profit d'un capital dévorant tout. Il permet de pouvoir parler de contrôle (et la notion de conditionnement mise en avant dans nos communications n'est d'ailleurs pas heureuse, le contrôle démocratique par les travailleur.euses est bien plus engageant). En effet, la création de nouveaux pouvoirs pour la classe travailleuse pour contrôler les attributions de ces aides, mais aussi piloter l'activité des entreprises face au patronat, est une proposition révolutionnaire, une étape permettant le chemin vers le communisme. Ces nouveaux pouvoirs, qu'il ne faut pas limiter aux critères économiques, doivent pouvoir également permettre, enfin, d'accéder à l'égalité réelle femmes/hommes au travail et donc de concrétiser nos idées et axes programmatiques en la matière dans une avancée politique et sociale. Il en va de même par ailleurs pour la question environnementale.

Nous avons fait un bon travail collectif depuis le 38<sup>ème</sup> Congrès pour remettre le PCF en avant sur la scène politique, notamment incarné par notre SN Fabien Roussel. Il reste que nous avons besoin d'aller beaucoup plus loin car nos résultats électoraux ne sont pas à la hauteur des retours que nous avons du terrain sur le Parti et les élu.es et militant.es qui l'incarnent. Peut-être devons-nous nous atteler à des tâches soulevées lors de la Conférence de 2023 mais non suivies comme faire évoluer, féminiser notre porte-parolat, et agir pour que les travaux des commissions soient plus mis en avant pour alimenter les discours du Parti ? Sans doute. Peut-être devons-nous revoir la stratégie électorale du Parti ? C'est évident et sortir de l'opportunisme à courte visée avec des alliances groupusculaires parfois inutiles et illisibles pour la majorité des électeurs.trices. Mais encore une fois, restons axés sur la cohérence avec notre ambition d'être le Parti du Travail, mettons en valeur cette question et les camarades engagés. C'est ce qui nous fait le plus défaut à mon sens. Et cela permettra un renouvellement et d'amorcer une réelle politique de cadres, pour éviter l'écueil de la professionnalisation de la vie politique, qui nous gangrène.

Être l'outil de l'unification de la classe travailleuse, c'est aussi à l'international. La campagne de solidarité avec Cuba, pour ne citer qu'elle, a permis de structurer des centaines de camarades qui travaillaient déjà sur ce sujet. Là encore, il s'agit surtout d'organisation qui a permis d'amplifier notre efficacité et créant de nouveaux liens avec des travailleur.euses militant.es en France et à l'étranger pour collecter du matériel. Elle démontre que nous devons renforcer encore nos moyens à l'international, qui est un secteur qui revient de loin et qui a besoin de l'implication d'un plus grand nombre de camarades pour progresser. Nous devons pouvoir renforcer nos liens avec les partis communistes dans le monde, cela passe là aussi par plus de moyens et de camarades impliqué.es. Là encore, étant donné l'enjeu de montée des nationalismes, extrêmes droites et impérialismes, l'enjeu est capital.

Voici en quelques lignes le point majeur que je souhaiterais voir développé et débattu dans notre prochain Congrès. Qu'il ne tourne pas uniquement autour de questions de personnes ou de l'élection présidentielle à venir, mais bien sur les questions de fond. Pour moi, l'unité du prolétariat en est une majeure. Ayons cette volonté forte, car là où il y a une volonté, il y a un chemin que nous saurons trouver collectivement.

Merci aux camarades de la Commission du texte pour leur travail !

Fraternellement,

V. Govelet